## Observatoire de la Démocratie Brésilienne Association Autres Brésils

### Fiches thématiques



Les fiches ont été écrites sous la coordination de Glauber Sezerino et Lucas Hauser, avec des relectures de Emilie Sobac, Fred Lyra et Luc Duffles Aldon, ainsi que la contribution des membres d'Autres Brésils. Le sécretariat de rédaction est assuré par Frédéric Peylet, à qui nous remercions. Les illustrations de Johanna Thomé de Souza.

Les informations ici rapportées sont libres d'utilisation en respectant la mention de la source de la traduction l'*Observatoire de la démocratie brésilienne* et la source première au Brésil.

### Panorama du Parlement brésilien

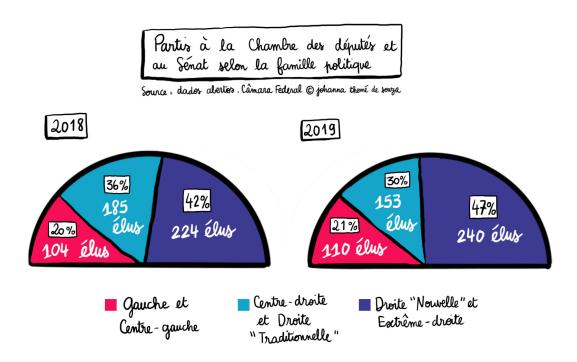
12 novembre 2019 | Par Observatoire de la démocratie brésilienne

En octobre 2018, trente ans après la Constitution de 1988 et deux ans après le coup d'État juridicoparlementaire, le Brésil est retourné aux urnes pour des élections générales.

Du côté du pouvoir exécutif, les mandats de président et des 27 gouverneurs d'État étaient en lice. Pour ce qui est du pouvoir législatif, se renouvelaient les assemblées des États ainsi que les deux chambres du Parlement national, la Chambre des députés et le Sénat<sup>1</sup>.

Les scrutins de 2018 furent néanmoins plus qu'un simple suffrage dans la continuité des règles politiques de la Nouvelle République : l'élection qui a porté à la présidence Jair Messias Bolsonaro, <u>dont l'autoritarisme</u> <u>n'est plus à démontrer</u>, fut marquée par une réorientation politique importante du parlement national.

Si l'on prend une photographie du parlement brésilien, on y retrouvera le reflet de la structure sociale inégale du pays, fruit d'une histoire qui a toujours cherché à rendre invisible de larges pans de la population nationale, notamment ceux et celles issu.es des secteurs appartenant à la base de la pyramide sociale. Pourtant, un processus politique majeur est en train de s'opérer dans le Brésil contemporain. Un processus de lutte poussé par celles et ceux qui jusque-là étaient constamment réduit.es au silence. Dans les rues, mais aussi dans les espaces institutionnels, une nouvelle génération de femmes et hommes politiques porteur.es de stigmates sociaux importants se fait de plus en plus présente.



Au Brésil, le système électoral est celui de la « proportionnelle ». L'élection d'un.e candidat.e, en fonction du nombre de voix obtenues, peut permettre à son parti politique de remporter d'autres sièges. L'une des critiques faites à ce système est que des candidats ayant reçu moins de voix peuvent malgré tout remporter le siège à la place d'un candidat ayant pourtant obtenu plus de voix dans l'absolu. En termes de stratégie électorale, cela se traduisait par de nombreuses coalitions, souvent contradictoires. À partir des élections de 2020, cela ne sera plus autorisé.

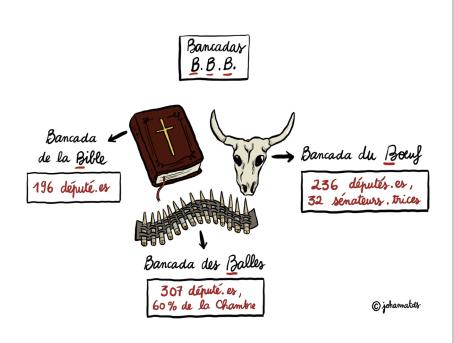
### D'UNE ÉLECTION À L'AUTRE, QUELLE RÉORIENTATION POLITIQUE?

#### La polarisation au centre se déplace à l'extrême droite

Les partis de droite libérale et de centre-droit sortent fortement affaiblis du scrutin de 2018, laissant place à l'ascension de groupuscules d'extrême droite tel le Parti Social Libéral (PSL, avec lequel J. Bolsonaro a gagné les élections présidentielles). Ensemble, ils deviennent les partis les plus importants quantitativement, réunis autour des valeurs politiques, économiques et sociales portées par la candidature de Bolsonaro. Ainsi le PSL a vu le nombre de ses députés sextupler d'une législature à l'autre passant de 8 à 52. Le parti a également élu ses trois premiers sénateurs<sup>2</sup>.

Le « centre » s'est considérablement affaibli suite aux défaites électorales des partis de centre-droit ou de droite-libérale, comme le MDB et le PSDB, ou encore ceux de la droite « traditionnelle » comme le DEM et le PP. Ensemble, ces partis ont subi une importante chute dans la Chambre, avec 77 député.es de moins, mais aussi au Sénat, avec 13 sièges perdus.

Le Parti des Travailleurs, principale force politique depuis l'élection de Lula en 2003, conserve sa place : 55 député.es sur un total de 513 et 6 sénateurs.trices sur un ensemble de 81. Avec lui, la gauche et le centregauche ont su maintenir leur présence, par rapport à la dernière législature, aussi bien à la Chambre qu'au Sénat<sup>3</sup>.



### Encadré 1 - Les groupes d'intérêt au parlement

Autre conséquence de la fluidité des coalitions, au-delà des « partis politiques » c'est l'appartenance à des groupes d'intérêts appelés bancadas<sup>4</sup> qui caractérise le profil des élu.es. Les plus connues sont celles désignées comme les « BBB » pour Balles ; Bibles ; Bœuf<sup>5</sup>.

La Frente Parlamentar da Segurança Publica (Front Parlementaire de la Sécurité Publique), plus connue comme la « bancada da bala », plaide en faveur d'un durcissement du Code pénal et des politiques de sécurité publique. Actuellement, elle compte en son sein 307 député.es, soit 60 %

de la Chambre. Poussés par le discours de Bolsonaro, les membres de ce groupe d'intérêt font du lobbying actif pour la réduction de l'âge de la majorité pénale, la révocation ou l'assouplissement du Statut du désarmement, ou encore pour l'augmentation de la peine maximale au Brésil. Ce groupe a été renforcé par l'arrivée au parlement de nouveaux

- 4 Pour en savoir plus, voir Étore Medeiros, Bruno Fonseca, « Les fronts parlementaires transpartis » in <a href="https://www.autresbresils.net/Les-fronts-parlementaires-transpartis#nb6">https://www.autresbresils.net/Les-fronts-parlementaires-transpartis#nb6</a>
- Ces fronts « transpartis » tels que le Front Parlementaire Agricole sont suivis de près par les agences de journalisme d'investigation brésilien et organismes de protection des droits humains. Parmi les outils ainsi développés, on trouve le Ruralômetro, conçu par Reporter Brasil, pour suivre l'incidence politique des député. es fédéraux dans les domaines de l'environnement, des peuples indigènes et des travailleurs ruraux. Pour en savoir plus, voir <a href="http://ruralometro.reporterbrasil.org.br/">http://ruralometro.reporterbrasil.org.br/</a>

<sup>2</sup> Parmi ces nouveaux élus, un des deux militaires élus sénateurs et 12 des 20 militaires élus députés fédéraux, l'ont été sous l'enseigne du PSL.

<sup>3</sup> Les données sont accessibles à <a href="https://dadosabertos.camara.leg.br/swagger/api.html#staticfile">https://dadosabertos.camara.leg.br/swagger/api.html#staticfile</a>

député.es policiers, magistrats et militaires – 28 des 40 député.es exerçant ses activités ont été élu.es pour la première fois en 2018.

Avec 236 député.es et 32 sénateurs.trices, la *Frente Parlamentar da Agropecuária* (Front Parlementaire Agricole) présente le visage le plus organisé du lobby ruraliste et c'est l'un des plus puissants groupes au Parlement. À la Chambre, les 236 député.es affilié.es au front représentent 46% du total des voix. Au Sénat, les ruralistes détiennent 32 des 81 sièges disponibles.

Cependant, sur les 213 députés qui constituaient le groupe lors de la dernière législature, seuls 96 ont réussi à se faire réélire. Au Sénat, la situation n'est pas différente : dix 10 sièges de moins que les 27 sièges occupés l'année dernière.

La *Frente Parlamentar Evangélica* (Front Parlementaire Evangeliste), composée de 196 député.es, s'oppose à des questions telles que l'égalité des sexes, l'avortement, l'euthanasie et le mariage homosexuel. Le groupe s'oppose également à la criminalisation de la violence et de la discrimination contre la population LGBTQi et aux punitions corporelles infligées par les parents à leurs enfants. Ce groupe est constitué pour la plus grande part de parlementaires de confessions néopentecôtistes, notamment des dirigeant.es religieux – l'on trouve actuellement à la Chambre 11 pasteur.es, un chanteur de gospel ainsi qu'un théologien.

Il existe, à l'inverse, des *bancadas* comme le Front Parlementaire de Défense des Droits des Peuples Autochtones, avec 210 député.es ; le Front Parlementaire de Participation Populaire Féministe et Anti-raciste, fort de 213 député.es ; le Front Parlementaire en Défense des Favelas, avec 208 parlementaires inscrits ou le Front Parlementaire de Défense de la Démocratie et des Droits Humains, composé de par 207 député.es<sup>6</sup>.

6 La liste complète est accessible à <a href="https://www.camara.leg.br/internet/deputado/frentes.asp">https://www.camara.leg.br/internet/deputado/frentes.asp</a>

#### Renouvellement exceptionnellement élevé et victoire confirmée des clans politiques

Le réagencement des équilibres politiques se traduit par un renouvellement du parlement fédéral. Seuls 8 des 32 sénateurs.trices candidats à la réélection, ont été victorieux. Le taux de défaite électorale a été de 75 %, ce qui est exceptionnellement élevé. Dans la Chambre des députés, 157 député.es n'ont pas été réélu.es, ce qui représente 43% des 362 candidat.es à la réélection.

C'est une dynamique différente qui se cache derrière ce taux de renouvellement : celles des « clans ». En regardant de plus près les député.es élu.es pour un premier mandat, on constate la forte présence d' élu. es ayant un lien familial avec des politicien.ne.s déjà élu.es. En effet, ce groupe parlementaire informel de « proches » constitue environ 20 % des élu.es à un premier mandat (47 sur un total de 250 député.es) et un tiers du total de la Chambre des députés (174 sur l'ensemble de 513 élu.es).



Marielle Franco

#### Encadré 2 : Des mandats collectifs

Le « mandat collectif » est une innovation apparue au Brésil lors des élections municipales de 2016, notamment à travers des profils comme celui de Marielle Franco. L'initiative rompt avec l'individualité de la fonction parlementaire et promeut, par la pratique, la réforme politique institutionnelle. Le mandat collectif profite de l'absence de législation pour proposer un mécanisme reposant sur la candidature d'une personne – à titre officiel – et d'éventuel.le.s suppléant.es, mais impliquant un engagement de prise de décision collectif ou collégial. Les deux mandats collectifs aujourd'hui en fonction sont la Bancada Ativista – à l'Assemblée de l'État de São Paulo- et Juntas, l'Assemblée

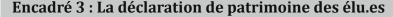
de l'État de Pernambuco. Le mandat porté par Erika Malunguinho, première personne transgenre noire élue dans une assemblée parlementaire au Brésil (à l'État de São Paulo) est lui décrit comme un Mandat Quilombo.

# UN PARLEMENT NATIONAL PLUS DIVERS, MAIS PAS ENCORE REPRÉSENTATIF DES MULTIPLES BRÉSILS

#### Une structure reflet des inégalités ethniques et de genre

Dans un pays où plus de la moitié de la population se déclare noire ou métisse et a un revenu moyen inférieur au salaire minimum (950 réaux en 2018, soit environ 220 €), et où les femmes représentent 51,7% de la population, les parlementaires brésilien.nes - siégeant à la Chambre de députés ou au Sénat - ne sont pas représentatifs de la population adulte du pays.

Le parlementaire-type a un patrimoine moyen supérieur à 2 millions de réaux (453 000 €) pour les députés et plus de 10 millions pour les sénateurs.trices. Le patrimoine médian des député.es élu.es s'élève à 975 484 R\$ (227 917 €). Au Sénat, la somme atteint les 5 452 196 R\$ (1 273 878 €).





Les parlementaires déclarent leur patrimoine au Suprême Tribunal Électoral lors du processus électoral, ce qui permet à l'Observatoire « De <u>Olho nos Ruralistas</u> » de développer et maintenir actualisée une cartographie des propriétés déclarées. Les élu.es de la Chambre des député. es possèdent 43 900 hectares de terres dans 13 états du Brésil. Les sénateurs trices possèdent, quand à eux, 107 800 hectares, soit une plus grande superficie moyenne par élu.es. Cette cartographie inclue les propriétés qui ont recu des amendes par l'Institut brésilien pour l'environnement et les ressources naturelles (IBAMA) pour exploitation illégale de bois. Mais beaucoup de parlementaires n'ont pas indiqué la taille de leur propriété dans leurs déclarations ou les détails sur leur emplacement

Par ailleurs, parmi les parlementaires, 356 député.es (plus des deux tiers des élu.es) et 60 sénateurs et sénatrices (plus des trois quarts) appartiennent aux catégories professionnelles supérieures et certaines professions sont surreprésentées : Chef.fe d'entreprise - 186 député.es, dont 19 femmes, et 7 sénateurs. trices -, Avocat et Professions du Droit - 64 député.es et 6 sénateurs.trices - et Professions libérales (notamment médecin et économiste) - 63 député.es et 12 sénateurs.trices<sup>7</sup>.

Ce décalage entre représentant.es et représenté.es rend visible aussi bien le caractère ethnique des inégalités que le déficit de représentativité des femmes. Cependant les élections de 2018 marquent un changement important dans la morphologie sociale du Parlement brésilien et ses caractéristiques structurellement élitistes. Si, aujourd'hui encore, le député ou sénateur-type est un homme Blanc, le nombre de député.es qui s'autodéterminent noir.es et métis.ses est passé de 20% à 24% par rapport aux élections de 2014.

<sup>7</sup> Ces données sont accessibles sur le portail de transparence du Tribunal Supérieur Électoral, <a href="http://www.tse.jus.br/eleicoes/estatisticas-eleitorais">http://www.tse.jus.br/eleicoes/estatisticas-eleitorais</a>

Morphologie de la Chambre des députés et du Sénat selon l'auto-identification des personnes élues

Auto- identification ethnique	Chambre des députés Femmes (%) Total			Sénat Femmes (%) Total		
Blancs	63	16 %	385	11	17 %	64
Métis	9	9 %	104	1	7 %	14
Noirs	4	19%	21	0	0%	3
Asiatiques	0	0%	2	0	0%	0
Autochtones	1	100%	1	0	0 %	0
Total	77	<b>15%</b>	513	12	15%	81

Source: Dados abertos, Câmara Federal



Telma Taurepang (PCB / Roraima)



Joenia Wapichana (Rede/Mato Grosso)



#### Encadré 4: Visibilité autochtone

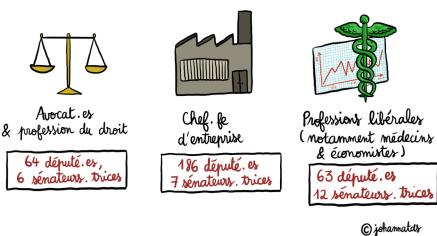
En 2018, la première femme autochtone a été élue députée. Joenia Wapichana (Rede-État de Roraima) n'était pas la seule candidate : Telma Taurepang (PCB, Roraima) et Anísio Guató (PSOL, état du Mato Grosso) s'étant aussi présenté.es. De même 39 personnes autochtones ont brigué un mandat de député.e fédéral.

Le Front Parlementaire mixte pour la Défense des Droits des Peuples Autochtones a été lancé en avril 2019, lors des journées Campement Terre Libre auxquelles cet observatoire a participé. Composé de 219 députés fédéraux, et 29 sénateurs.trices, le groupe est articulé par Joenia Wapichana (Rede - État de Roraima).

En dépit de cette augmentation, les inégalités ethniques caractérisant la société brésilienne sont reproduites au sein de la Chambre des députés. Les député.es noir.es et méti.sse.s ont un statut (patrimoine déclaré et catégories professionnelles d'appartenance) considérablement inférieur à leurs collègues blancs. Le tableau 3 présente le patrimoine médian des député. es noir.es et métis.ses. Cette différence est encore plus visible au Sénat, où le patrimoine médian des sénateurs.trices blanc.he.s est supérieur de 38 % par rapport aux élu.es métis.ses et de 65 % par rapport à leurs homologues noirs.

Les élections de 2018 ont permis un changement non négligeable de la répartition homme-femme au Parlement fédéral. Il y a désormais 77 femmes à la Chambre des députés, contre 51 élues en 2014, soit 15% des sièges. Parmi les nouvelles élues, 43 y siègent pour la première fois. Avec elles, arrive une plus grande diversité de professions telles que professeure (12 députées et une sénatrice), cadre intermédiaire (6 députées) ou encore cadre moyen de la fonction publique (5 députées et une sénatrice)<sup>8</sup>.





Au-delà de cette configuration profondément genrée et marquée par des rapports ethniques, l'actuel parlement reste un espace composite traduisant des tensions sociales caractéristiques de la société brésilienne dans son ensemble. Ceci est particulièrement visible lorsque l'on analyse la division sexuée du travail parlementaire au regard de la répartition ethnique et des appartenances politiques des parlementaires femmes.

Le tableau ci-dessous montre les transformations morphologiques non négligeables qui s'annoncent au sein de l'espace politique brésilien. Il n'en reste pas moins une faible présence des femmes et des personnes non-blanches : 20 % des parlementaires noir.es sont des femmes et une seule députée est issue des populations autochtones.

Vis-à-vis des tendances politiques décrites en première partie, notamment pour les partis de « gauche ou centre-gauche », la présence de femmes noires ou autochtones constitue actuellement une force importante, puisqu'elles sont presque un tiers des parlementaires de cette tendance et seulement 20 % du total des femmes parlementaires.



#### **Encadré 5 : Visibilité TRANS**

Un total de 55 personnes transsexuelles se sont portées candidates aux élections de 2018. Les données sont de l'Association Nationale des Travesties et Transsexuelles (Antra). Selon les données du Tribunal Supérieur Électoral, ce ne sont que 27 personnes, qui ont demandé l'utilisation de leur nom social. Au total, 17 personnes se présentaient pour la Chambre des députés ; Duda Salaberi a été la première candidate, s'identifiant comme travesti, pour le Sénat (parti PSOL, État du Minas Gerais). À l'issue du scrutin, la première femme transgenre et

<sup>8</sup> Ces données sont accessibles sur le portail de transparence du Tribunal Supérieur Électoral, <a href="http://www.tse.jus.br/eleicoes/estatisticas-eleitorais">http://www.tse.jus.br/eleicoes/estatisticas-eleitorais</a>



noire, Erika Malunguinho, a été élue à l'Assemblée d'un État au Brésil, dans l'État de Sao Paulo. Deux autres personnes ont été élues à travers un mandat collectif. Il est intéressant de noter que si les partis de gauche et centre gauche comme le PSOL, PCdoB et PT ont été ceux avec lesquels le plus de personnes trans ont brigué un mandat, d'autres enseignes de centre et centre-droit ont aussi été choisies : PSDB, DEM, Avante, PSB, PPS, PCB, REDE, PP, MDB, PSD, PDT et PHS.

Morphologie de la Chambre des députés et du Sénat selon l'auto-identification des personnes élues

Auto-	Chambre des députés			Sénat		
identification ethnique	Femmes	Femmes (%)	Total	Femmes	Femmes (%)	Total
Blancs	63	16 %	385	11	17 %	64
Métris	9	9 %	104	1	7 %	14
Noirs	4	19%	21	0	0%	3
Ariatiques	0	0%	2	0	0%	0
Autochtones	1	100%	1	0	0%	0

#### **POUR RÉSUMER**

Élue il y a tout juste un an, en octobre 2018, la 56ème législature du Parlement Brésilien confirme la stratégie conquérante des fronts parlementaires « BBB » et des « héritiers politiques ». Le « renouvellement » est plutôt synonyme d'homogénéité et de surreprésentation des millionnaires blancs à la Chambre des députés et au Sénat. Mais le scrutin de 2018 est aussi l'avènement d'un espace de résistance au sein d'un Congrès national plus divers. Nous observons une représentation accrue des femmes et surtout une dynamique de plus en plus importante des mouvements sociaux s'organisant pour franchir collectivement des barrières institutionnelles, afin de présenter leur candidature et d'être représentés dans les assemblées de leurs États ou d'espérer franchir le seuil du Palais Nereu Ramos à Brasilia.